Saint-Simon et la Constitution de l'Europe

JOÃO ROSAS

SUMMARY

Saint-Simon and a European Constitution

This article is concerned with the views of Claude-Henri de Saint-Simon (1760–1825) on a constitution for Europe and the means for bringing it about. Its principal aim is to explain the ideas which underlay his thinking, the importance of the question of Europe in Saint-Simon's system, and the origins and inspiration of the work in which he examines the subject in greatest detail: *On the reorganisation of European society*. The final part of the article offers an assessment and adds some reflections of a more or less speculative nature.

* * * * *

Cet article porte essentiellement sur la pensée de Claude-Henri de Saint-Simon (1760–1825) en ce qui concerne la constitution de l'Europe (voir partie 4) et des moyens pour la réaliser (voir partie 5). Cependant, nous aimerions, avant tout, mettre en évidence les idées qui sous-tendent cette pensée (en 1), l'importance de la question européenne dans le système de l'auteur (en 2), et la genèse et l'inspiration de l'écrit que notre sujet examine de manière plus détaillée: *De la réorganisation de la société européenne* (en 3). La sixième partie de ce travail est consacrée à la présentation de quelques réflexions appréciatives, plus au moins de caractère spéculatif.

1. Durkheim¹ avait déjà remarqué que le thème de l'Europe, dans l'oeuvre de Saint-Simon, surgissait à partir de la confluence de deux vecteurs structurants de son système, c'est-à-dire, l'internationalisme et l'industrialisme.

L'internationalisme fait partie de 'l'esprit du temps', dont Saint-Simon est l'un de ses interprètes. Si l'idée d'une Société Internationale est présente dans la conscience européenne dès Francisco de Vitória, il n'en est pas moins vrai que l'accès à la compréhension des relations internationales a demeuré, dans la plupart des analyses, dans la dépendance de la *natural condition of mankind* de Hobbes. Mais l'insociabilité internationale est mise en cause par le cosmopolitisme des Lumières, qui valorise l'unité de l'humanité — et, en particulier, de l'humanité européenne — au détriment des clivages religieux et politiques. La pensée sur la paix entre les nations s'est donc développée au sein des protagonistes de la République des Lettres. De l'abbé Saint-Pierre — dont nous reparlerons — jusqu'à Immanuel Kant, la réflexion s'élargit à une philosophie de l'histoire universelle, cheminant progressivement vers la paix perpétuelle.

Saint-Simon, auto-proclamé héritier de l'Encyclopédie, adhère entièrement à ces idéaux. Il considère le patriotisme comme un 'égoïsme national' qui conduit à l'injustice et à l'incapacité de conjuguer profitablement les intérêts particuliers à l'intérêt commun. Mais, il ne s'en tient pas uniquement à la formulation des principes généraux: il planifie la création d'une société planétaire.

Prof. João Rosas, Universidade do Minho, Instituto de Letras e Ciências Humanas, Largo do Paço, 4719 Braga, Portugal. Traduction par Sofia Afonso du texte portugais d'une communication présentée au 42ème Congrès de la CIHAE/ICHRPI tenu à Lisbonne, 1992.

¹Cf. Emile Durkheim, *Le socialisme*, Paris, P.U.F., 1971 (1^{re} ed. 1928), chap. IX.

Les *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains* (1802) — sa première oeuvre² — est l'illustration la plus curieuse de cette idée internationaliste. Saint-Simon propose l'élection d'un 'Conseil de Newton', composé par vingt et un scientifiques ('savants') et artistes, qui serait destiné à remplacer l'église romaine dans l'exercice du pouvoir spirituel dans le monde entier. Ayant des cultes quelques peu semblables à ceux qui furent institués sous le Directoire, la 'Religion de Newton', probablement sous l'influence de Condorcet, Cabanis et des idéologues,³ souligne le rôle de la réforme intellectuelle par la réorganisation de la société. En organisant la planète en quatre parties — anglaise, française, allemande et italienne — le conseil conduirait au développement du savoir et de la production, à la fin de la guerre dans une Europe qui se consacre désormais à ces nouvelles tâches, et à la conversion des peuples 'impurs', africains et asiatiques.

De son côté, l'industrialisme est la marque la plus révélatrice de la pensée de Saint-Simon, qui baptise lui-même son propre système de cet épithète. Par industrie, il n'inclut pas seulement les manufactures, mais également l'artisanat, l'agriculture, le commerce, les sciences et les arts. L'industrie englobe toute la production, la classe qui la promeut étant constituée par les producteurs et les 'industriels' au sens large du terme.⁴

Saint-Simon défend avec ardeur le primat de l'industrie et des 'industriels'. Dans la célèbre 'parabole des abeilles et des frelons' incluse dans *L'organisateur* (1819-20), il oppose les 'industriels' (du scientifique à l'artiste, de l'administrateur à l'ouvrier, du banquier au commerçant) aux 'oisifs' (basiquement, les nobles, clergé, dignitaires de la Couronne, ministres et grands propriétaires non travailleurs). Si la disparition de ces derniers ne provoquait, au maximum, qu'une 'douleur purement sentimentale', la disparition, par contre, des premiers mènerait nécessairement à l'infériorité de la nation en relation à celles qui la rivalisent.⁵

L'importance de la classe productive se reflète aussi dans la sphère politique. Dans la nouvelle société industrielle, au 'gouvernement des hommes' succédera l'administration des choses, c'est-à-dire, le pouvoir des élites industrielles pour promouvoir l'industrie, tout en n'oubliant pas l'action en faveur des plus défavorisés. Un bon exemple des propositions de Saint-Simon à cet égard peut être suivi dans *L'organisateur*.

Il s'agit de la création d'un Parlement national comprenant trois chambres, composé par des 'industriels' de poids (les travailleurs subalternes étant exclus). Les chambres de l'invention, d'examen et d'exécution proposent et exécutent tous les travaux nécessaires à l'industrie et aux plans de l'éducation et des fêtes publiques. Elles ont également le pouvoir constitutionnel et législatif de déterminer, nommément, les modalités d'élection du Parlement.

2. L'internationalisme et l'industrialisme saint-simoniens sont étroitement imbriqués. Dans la société industrielle, les divisions nationales nuisent la classe la plus progressive, dont les intérêts sont basiquement partout les mêmes; en effet, les 'industriels' n'ont pas de patrie. *Mutatis mutandis*, l'établissement d'une véritable Société Internationale pourra maximiser la production.

²En ce qui concerne cette oeuvre et les autres consultées, nous avons utilisé, Claude-Henri de Saint-Simon, *Oeuvres*, Genève, Anthropos, 1977, 6 tomes.

³Relativement à la question de la réforme intellectuelle et du rôle des scientifiques, voir Frank E. Manuel et Fritz P. Manuel, *El pensamiento utópico en el mundo occidental*, trad. de l'anglais de Moreno Carrillo, Madrid, Taurus, 1981, tome III, Chap. 25.

⁴Les mots 'industrie' et 'industriel' sont également utilisés par Saint-Simon au sens restreint, comme pour les affaires et leurs participants directs, en excluant les scientifiques et les artistes (qu'il ne cesse de valoriser). Nous préférons toujours le sens le plus large.

⁵A cause de la parabole, Saint-Simon fut jugé (et acquitté) pour avoir offensé la famille royale, offense aggravée par l'occurrence de l'assassinat du Duc de Berry explicitement noté comme un des oisifs. Voir, pour cet épisode, Henri Gouhier, *La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme*, Paris, Jean Vrin, 1970, (1^{re} ed. 1941), vol. III, pp. 215-17.

Les deux idées — internationalisme et 'industrialisme' — indiquent le même résultat: c'est comme si, pour reprendre G. Ionescu, 'L'Etat-Nation se dissoudrait à la fois de l'intérieur et de l'extérieur'.⁶ A partir de l'intérieur, il se dissout dans les divers groupements professionnels, qui préfèrent l'auto-administration au contrôle étatique et finissent par gérer la société. De l'extérieur, il se dilue en unités politiques plus vastes au niveau du territoire et des ressources. L'Etat-Nation cède sa place à l'Europe, puis au Monde.

Mais ces événements ne sont pas le produit du hasard historique ni de l'action volontariste. Le dessin de la nouvelle société européenne, dans le double versant internationaliste et 'industrialiste' est le résultat logique du devenir de l'Europe depuis le Moyen Age.

'Physiologue social', Saint-Simon se consacre principalement à partir de 1820, à l'étude positive de l'histoire de l'Europe, du passage du 'système féodal' au 'système industriel'.⁷ Entre ces deux systèmes sociaux, il y aurait une période intermédiaire critique, qui lui est contemporaine.

Dans le 'système féodal', les relations de pouvoir, militaire et religieux prédominent ainsi que la hiérarchisation. La société est organisée pour la guerre; d'où une subalternisation des producteurs et de la production. Mais le développement des 'facultés productives' et du savoir conduit à la désorganisation de cette même société, ainsi qu'à sa transformation.

Progressivement, l'on assiste à l'enrichissement et à la primauté de la classe industrielle, ainsi qu'à la réorganisation de la société européenne dans le sens de la production et du concert des nations qui la composent.

3. Antérieurement à ce développement plus sociologique — légèrement *avant la lettre* — de sa pensée, Saint-Simon se consacre au thème de la constitution de l'Europe. En collaboration avec son secrétaire, le futur historien Augustin Thierry, il publie la brochure *De la Réorganisation de la Société Européenne ou De la Nécessité et des Moyens de Rassembler les Peuples de l'Europe en un seul Corps Politique en Conservant à Chacun son Indépendance Nationale* (octobre de 1814).⁸ Nous analyserons cette oeuvre en points 3, 4 et 5.

Le moment était propice à la réflexion sur la paix et sur le destin de l'Europe. Ce sont les premiers temps de la Restauration de Louis XVIII, après le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe. A Vienne se réunissaient en congrès les puissances victorieuses qui, occupées par le partage des restes du Grand Empire, redessinent la carte politique de l'Europe centrale.

Si le problème des guerres européennes est de longue date, la solution envisagée dans *De la Réorganisation de la Société Européenne* s'écarte des réponses habituelles en renforçant son caractère institutionnel, menant à la création d'un gouvernement pan-européen et supranational, comme nous pourrions le constater plus tard.

Ceci dit, le titre de l'oeuvre, long, pourrait être trompeur. En fait, la confédération d'Etats 'Conservant à Chacun son Indépendance Nationale' disposera d'un pouvoir central coercitif; seul moyen possible pour assurer le maintien d'un 'Seul Corps Politique' solide et durable.

Saint-Simon place sa pensée dans la lignée de deux précurseurs. En premier lieu, Henri IV, qui apparaît comme le monarque idéal aux yeux des Français de 1789. La

⁶Ghita Ionescu, *La pensée politique de Saint-Simon*, trad. de l'anglais par J. Gennaoui, Paris, Aubier Montaigne, 1979, p. 49.

⁷Voir l'oeuvre déjà citée de Durkheim, ou bien Pierre Ansart, *Sociologie de Saint-Simon*, 'SUP', Paris, P.U.F., 1970.

⁸Thierry avait dix-neuf ans et la couverture du livre indiquait: 'par M. le Comte de Saint-Simon et par A. Thierry, son élève'. L'élève aurait rédigé le texte après avoir entendu le maître. En ce qui concerne cette relation, voir Gouhier, op. cit., vol. III, pp. 71-9.

République Chrétienne conçue par Henri IV — en réalité, par son ministre Sully — est la référence non-développée et la plus ancienne.

En second lieu, l'abbé Saint-Pierre, lui aussi disciple d'Henri IV et de Sully, et l'auteur du fameux *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* (1713), qui a mérité les commentaires de Rousseau et qui a donné lieu à la prolifération d'ouvrages sur la paix perpétuelle. Cependant, Saint-Simon ne cesse de souligner ses différences vis-à-vis de Saint-Pierre.

Le projet de ce dernier a comme idéal central la réalisation d'une conférence des principaux souverains d'Europe — au travers de plénipotentiaires permanents — visant à régler leurs relations et à annuler les conflits. Mais, en prétendant former une confédération européenne, cette conférence ne prévoit pas la création d'institutions communes à pouvoir coercitif, ce qui permettrait aux intérêts et aux stratégies particulières de primer sur l'intérêt commun. Au fond, Saint-Simon considère que la proposition de Saint-Pierre n'apporte qu'un jeu diplomatique auquel l'on assiste lors de tous les traités et congrès — comme celui de Vienne — et qui, au lieu d'instaurer la paix, permet tout au plus de changer le lieu du conflit.

A ces deux précurseurs, il faut en ajouter un autre, qui n'est pas explicitement cité par Saint-Simon: Mme de Stael.⁹ Saint-Simon avait fréquenté ses salons avant de commencer sa carrière littéraire. Tant le contact avec celle-ci comme, plus tard, la lecture de l'oeuvre *De L'Allemagne* auraient fortement impressionné notre auteur.

Mais Saint-Simon est conscient qu'une tradition de pensée ne suffit pas à fonder un projet politique comme celui de la réorganisation européenne. La tradition institutionnelle est elle aussi nécessaire, pour montrer que la création d'une confédération en Europe ne se fera pas *ex nihilo*. Ainsi, l'auteur nous rappelle l'organisation politique de l'Europe médiévale, antérieure à la 'révolution de Luther', à la constitution des Etats-Nation modernes et au traité de Westphalie — une paix qui n'a originé que des guerres, en fixant constitutionnellement la division européenne.

L'organisation politique de l'Europe du XIV^e siècle est bien supérieure à celle préconisée par Saint-Pierre. Dotée d'institutions communes — l'église et la papauté — cette organisation connaît un pouvoir effectif, dû à la reconnaissance de leur supériorité par les pouvoirs temporels, et leur capacité de produire des compromis solides. Bien que l'on ne puisse pas appliquer cette organisation au nouveau cadre industriel, les principes qui lui sont inhérents doivent être remis à jour.

Ainsi, la confédération européenne devra être 'systématiquement homogène', c'est-à-dire, qu'elle devra se baser sur une conception unitaire, adoptant une même forme de gouvernement à niveau central et national.

En second lieu, la confédération européenne a besoin d'un gouvernement central indépendant des gouvernements nationaux. La non-observation de cette condition ne permettrait pas la compensation des forces centrifuges, gérées par les intérêts spécifiques des Etats confédérés.

En troisième lieu, les membres du gouvernement européen devront toujours se placer au niveau de l'intérêt général de la confédération. Si la constitution est correctement conçue, ils seront obligés de travailler au bien commun.

Finalement, ce gouvernement retirera sa force de l'opinion publique européenne, et non d'alliances extérieures. Il est donc nécessaire que cette même opinion ne soit pas simplement passagère mais, au contraire, durable et inébranlable.

La réalisation de ces quatre principes dépend de l'application par toute l'Europe et au sein même de l'Europe, de la 'meilleure constitution possible'.

4. La pensée constitutionnelle de Saint-Simon se veut scientifique, c'est-à-dire, guidée par les deux principes de la démonstration et de la certitude — la raison et l'expérience. D'un côté, il devra résoudre une disposition des pouvoirs afin de savoir quelle serait l'idée d'une 'meilleure constitution'. D'autre part, il devra tenir compte de la pratique constitutionnelle déjà implantée en Europe.

Commençons par la réponse à la première exigence:

En entendant par constitution un système quelconque d'ordre social tendant au bien commun, la meilleure sera celle dans laquelle les institutions seront organisées et les pouvoirs disposés de telle sorte que chaque question d'intérêt public soit traitée de la manière la plus approfondie et la plus complète.¹⁰

Pour que chaque question soit abordée conformément aux exigences, il est nécessaire de l'examiner *a priori* et *a posteriori*. En ce qui concerne le premier point, un 'Pouvoir des Intérêts Généraux' devra exister et, pour le deuxième, un 'Pouvoir des Intérêts Particuliers et Locaux'. Un troisième pouvoir, 'Régulant ou Modérant', équilibrera les antérieurs et les maintiendra dans leurs limites. Les deux premiers pouvoirs pourront proposer des mesures législatives, qui exigeront une approbation du troisième. Celui-ci, pouvant également faire des propositions aux antérieurs, a toujours la faculté de les réexaminer, de les corriger et de les rejeter.

Ces dispositions principales sont universelles et permanentes. Les dispositions secondaires seront le résultat des trois pouvoirs constitutionnels.

La réponse à la deuxième exigence se devine:

Qu'on ne croie pas que cette constitution soit une de ces théories impraticables, de ces spéculations chimériques qui sont bonnes tout au plus à exercer la plume des faiseurs de livres; elle existe, elle subsiste depuis plus de cent ans, et ces cent années d'expériences viennent à l'appui du raisonnement.¹¹

L'Angleterre — qui est l'appui du raisonnement — est gouvernée par un Parlement formé de trois éléments. Le Roi a le 'Pouvoir des Intérêts Généraux', la Chambre des Communs celui des 'Intérêts Particuliers et Locaux' et la Chambre des Paires détient le 'Pouvoir Modérant ou Régulant', et conserve ses privilèges grâce à la modération entre le Roi et les communs. Pour soulager les inconvénients de l'hérédité, la royauté est divisée entre le faste et l'administration, confiée à un premier-ministre qui est nommé par les communs.

De la bonne constitution découlent les bonnes lois qui la renforcent. En garantissant la propriété, la liberté individuelle et, en particulier, la liberté de la pensée et de l'écrit, elles permettent aux gouvernants de s'appuyer sur l'opinion des gouvernés.

Une fois de plus, celles-ci sont les dispositions principales, révélatrices d'une adhésion — qui est transitoire chez Saint-Simon — aux principes libéraux du gouvernement; les autres sont secondaires et particulières.

Nous sommes ainsi arrivés à la 'meilleure constitution possible' à appliquer au gouvernement de l'Europe et aux gouvernements des Etats européens, pour donner corps aux principes énoncés en fin de 3^e partie:

L'Europe aurait la meilleure organisation possible, si toutes les nations qu'elle renferme, étant gouvernées chacune par un parlement, reconnaissaient la suprématie d'un parlement général placé au-dessus de tous les gouvernements nationaux et investi du pouvoir de juger leurs différends.¹²

La France a déjà adopté la constitution anglaise (avec la Restauration et la Charte)

⁹Cf. Maxime Leroy, *Le socialisme des producteurs, Henri de Saint-Simon*, Paris, Marcel Rivière, 1924, chap. IX; et aussi

Gouhier, op. cit., p. 92, n. 34.

¹⁰*Ibid.*, pp. 186-7.

¹¹*Ibid.*, p. 197.

¹²*Ibid.*, p. 197.

qui tend à se généraliser en Europe. Toutefois, nous n'aborderons pas en détail les constitutions de l'Europe dans cet article — parce que Saint-Simon ne le fait pas. Nous nous occuperons à peine des aspects spécifiques de la constitution de l'Europe, ce qui nous mène maintenant à la composition et aux compétences du gouvernement de la confédération européenne.

Le Parlement européen sera composé par le Roi, une Chambre de députés élus et une Chambre de pairs, certains nommés par le Roi, d'autres par élection. Saint-Simon n'arrive pas à expliquer le processus du choix initial du Roi (héréditaire), mais il considère que celui-ci est la première phase de l'institution du Parlement. Seul le Roi pourra mettre en oeuvre un processus pacifique pour la formation des deux Chambres.

Les communs devront être des hommes capables d'élever leur vision au nom des intérêts de l'Europe, ne les subordonnant pas aux intérêts nationaux. Ils devront être des scientifiques ('savants'), des hommes d'affaires, des magistrats¹³ ou administrateurs, une fois que ces professions peuvent représenter les intérêts de l'industrie dans son ensemble. Ils seront mandatés pour une durée de dix ans par la corporation à laquelle ils appartiennent, au travers du vote des hommes qui savent lire et écrire. En supposant que l'Europe aie soixante millions d'hommes dans ces conditions, chaque million choisira un représentant dans chacune des catégories professionnelles référées; ainsi, deux cent quarante au total seront élus. Les députés devront être propriétaires, à l'exception de vingt hommes, qui en seront dotés dans chaque législation par le Parlement, en fonction d'une reconnaissance au préalable de leurs mérites. Parfois, souligne Saint-Simon, la propriété et les 'lumières' ne vont pas de paire.

Les pairs sont nommés par le Roi sans aucune restriction quantitative. Ils devront avoir des rendements personnels très élevés, et leur poste est héréditaire. Vingt notables sans rentes, mais les percevant pour s'être distingués dans les sciences, dans les affaires, au barreau ou dans l'administration, devront faire initialement partie de la Chambre. A chaque renouvellement du Parlement, un député de plus sera élu.

Le Parlement européen devra avoir une ville et un territoire. Il sera le seul juge dans les querelles entre gouvernements et dans les revendications d'un peuple, en ce qui concerne son passage sous la juridiction d'un autre gouvernement ou la formation d'une autre nation. Le Parlement créera des impôts dans la confédération, réalisera des oeuvres de caractère général, dirigera l'instruction publique européenne, rédigera un code de morale individuelle et nationale, qui devra être enseigné dans toute l'Europe, démontrant ainsi la supériorité des principes qui fondamentent la confédération; et réprimera les principes contraires au code en maintenant, malgré tout, la liberté de conscience et de religion. Finalement, il essaiera de rendre le monde habitable, le peuplant avec la race supérieure, c'est-à-dire, la race européenne.

Ainsi, à l'union de l'Europe au niveau des intérêts et des institutions, s'ajoute l'union au niveau de l'éducation et de la morale, ce qui permet la création d'un patriotisme européen, différent du patriotisme national et égoïste.

5. Penseur de l'action, Saint-Simon conçoit une voie spécifiquement conjoncturelle pour accélérer l'émergence d'une confédération européenne. Si l'union de l'Europe est le résultat inévitable du 'cours de l'esprit humain', il est possible et désirable d'adopter des mesures immédiates afin d'éviter des convulsions et de précipiter le futur. Il s'agit, comme dirait Karl Marx, de minimiser les 'douleurs de l'accouchement' de la nouvelle société; mais cette fois-ci, sans révolution.

La France et l'Angleterre, qui ont un gouvernement parlementaire et une plus grande puissance, devront s'unir pour favoriser les adeptes de cette même constitution dans

¹³ Les magistrats seront exclus des classes industrielles dans les ouvrages postérieurs. Ce qui nous apparaît d'ailleurs cohérent avec la pensée de Saint-Simon et la différence (abordée en point 1) entre 'industriels' et 'oisifs'.

d'autres nations européennes. Le lien politique entre ces deux nations existe à partir de la création d'un Parlement anglo-français. Conçu à l'image du Parlement européen, il devra comprendre un tiers de députés français et deux tiers de députés anglais, étant donné que l'Angleterre a une connaissance plus approfondie du gouvernement parlementaire et que l'union bénéficie plus la France.

La situation que traversent ces deux pays les mène vers cette union qui semble la seule voie pour éviter des révolutions internes. L'Angleterre, malgré son pouvoir sur l'Europe et sur le commerce mondial, s'est endettée à tel point que la banqueroute paraît inévitable. La conséquence serait une révolution politique, suscitée par les *whigs* contre les *tories*, qui ont toujours eu la majorité. Pour que le changement se fasse sans convulsion, le Parlement anglo-français créera une banque commune et émettra du papier-monnaie ayant l'appui financier de la France.

La France, à son tour, depuis bien longtemps, en recourant à ses écrivains se prépare au gouvernement parlementaire. Elle a fait la révolution semblable — en enthousiasmes, folies et horreurs¹⁴ — à la révolution anglaise. Actuellement, ce pays est plongé dans la confusion entre le pouvoir arbitraire et le régime représentatif, conséquence de l'inexpérience de ceux qui administrent les pouvoirs constitutionnels. La royauté, qui n'a pas encore séparé le faste de l'administration, hésite et établit le clivage dans les deux Chambres, dont l'action déplaît à la majorité du peuple. De son côté, l'industrie est toujours écrasée par le poids de la noblesse qui est divisée entre l'ancienne et celle de création napoléonienne.

S'associer à l'Angleterre semble la seule solution pour que la France puisse stabiliser le régime parlementaire, en appelant à soi l'opinion publique, récupérer l'orgueil national et réassumer un rôle de premier plan en Europe et dans les relations avec le reste du monde.

Mais l'axe anglo-français, qui constitue la base de la voie indiquée par Saint-Simon, devra s'élargir à l'Allemagne. Par sa position géographique, son importance numérique et surtout, par le caractère de son peuple et par sa culture, l'Allemagne 'est destinée à jouer le premier rôle en Europe, aussitôt qu'elle sera réunie sous un gouvernement libre'.¹⁵ Le changement libéral et l'unification de l'Allemagne, qui sont inévitables, devront être appuyés par le Parlement anglo-français, à qui l'Allemagne devra se joindre, ainsi que d'autres nations, en rythme graduel.

Saint-Simon n'explique pas la transition de ces mesures de contingence à la création du Parlement Européen. Il est peut-être possible d'en déduire que le Parlement anglo-français créera les conditions politiques et sociales au choix d'un Roi et à la formation des deux Chambres du Parlement européen.

6. D'ailleurs, il est bien probable, que même les détails, plus ou moins anecdotiques, du plan de constitution soient de moindre importance. L'auteur, lui-même, en affirmant le besoin d'une conception de réorganisation de l'Europe basée sur 'la nature des choses', admet la révision de celle-ci: 'le plan d'organisation que j'ai proposé ne joue qu'un rôle secondaire puisque, fut-il rejeté, fut-il essentiellement mauvais, j'aurais fait ce que j'ai entrepris de faire, si un autre plan quelconque était admis'.¹⁶ Une fois les principes fondamentaux qui conduisent à la construction européenne expliqués, celle-ci apparaît comme une oeuvre à réaliser.

Cependant, Saint-Simon pense aussi que 'sous un autre rapport, le plan que je

¹⁴ Saint-Simon fait une comparaison entre les deux révolutions, étape par étape, en considérant qu'elles se distinguent parce que la passion de l'égalité a été suscitée par le christianisme dans la première, et par la philosophie dans la deuxième. Voir Saint-Simon, 'De la réorganisation de la pensée européenne', op. cit., tome I, pp. 221-4.

¹⁵ *Ibid.*, p. 243.

¹⁶ *Ibid.*, p. 244.

propose est la partie la plus importante de cet ouvrage.¹⁷ Cet 'autre rapport' est le besoin de créer un plan spécifique et détaillé qui soit caractérisé par l'innovation et la généralité, conduisant de façon résolue la société à s'éloigner du vieux système vers une nouvelle Europe. Une fois arrivés, une société sans contradiction nous attend, dans laquelle 'les maux commenceront à devenir moindres, les troubles à s'apaiser, les guerres à s'éteindre'.¹⁸

A notre avis, la constitution de l'Europe paraît se jouer justement au carrefour d'une pratique graduellement affirmée et d'un projet globalement défini; c'est-à-dire, entre la 'mécanique sociale graduelle' ou 'fragmentaire' (*piecemeal social engineering*) et la 'mécanique holliste' (*holistic engineering*), pour reprendre la fameuse terminologie de Karl Popper.¹⁹ D'une part, nous trouvons l'exemplarité des institutions saint-simoniennes en ce qui concerne la création de l'Europe institutionnelle, les opinions et les traditions à partir desquelles l'auteur se fonde et les principes qui devront servir de solidification à sa constitution, le reste se réalisant à petits pas. D'autre part, nous nous heurtons à une approche englobante et exagérément planificatrice, souffrant quelques défauts de base — tous de nature holliste — que nous allons énoncer (sans la préoccupation d'éviter le possible anachronisme des appréciations).

Premièrement, le *collectivisme technocratique*. La constitution de l'Europe de Saint-Simon vise à assurer au niveau européen l'administration des choses' qui transforme le pouvoir politique en gestionnaire de la vie collective, guidée par l'exigence univoque et inéluctable de la production. Dans ce système, la diversité des individus et des groupes, des projets et des politiques est toujours réductible aux besoins du Tout.

Deuxièmement, l'*ethnocentrisme raciste*. La pensée constitutionnelle de Saint-Simon n'est pas seulement européiste, mais également eurocentrique. Si cela ne semble pas surprenant, il ne serait pas lucide d'ignorer que le Parlement Européen, sans l'ombre d'un doute et sans l'existence d'une rencontre entre les différentes civilisations (trois cents ans après Las Casas) s'attribue la mission d'éclairer le monde et d'affirmer l'Europe comme puissance racialement supérieure.

Troisièmement, l'*utopisme totalitaire*. Cette constitution de l'Europe, du moins dans ses limites fondamentales, prétend être la conception visionnaire d'un 'âge d'or' de l'avenir. A partir d'un point-clé — le Parlement Européen — on veut précipiter l'idéal en réel, en changeant totalement et radicalement les structures sociales et la propre morale. Malheureusement, nous connaissons — par les totalitarismes du XX^e siècle — les conséquences de ces essais de création de la nouvelle société et de l'homme nouveau.

Quatrièmement, l'*historicisme déterministe*. L'utopie européenne est une conséquence de la marche inexorable de l'histoire, qu'il est possible de retarder ou d'accélérer, mais impossible de changer. La constitution de l'Europe n'est pas uniquement un projet, elle est aussi un destin collectif. Cependant, l'histoire contemporaine a aussi illustré l'incongruence de ces prophéties de la société du futur (celle de la société sans classes, ou bien, celle de la société raciquement pure) et la multiplicité de ses effets pervers.

En conclusion, la pensée de Saint-Simon à l'égard de l'Europe constitue simultanément un bon exemple et un excellent contre-exemple. On y trouve une réflexion approfondie sur l'union de l'Europe, mais aussi une indésirable planification centralisée de cette unité. Nous admettons pourtant, que ces deux vertants ne sont pas les deux termes d'une alternative, mais plutôt le vers et le revers de l'Europe unie. Si ceci est un fait, la Constitution de l'Europe restera toujours — à l'image des deux faces de Janus — divisée entre le rêve de l'union graduelle et le cauchemard de l'unicité holliste.

¹⁷ *Ibid.*, pp. 244-5.

¹⁸ *Ibid.*, p. 247.

¹⁹ Cf. Karl Popper, *The poverty of historicism*, Londres, 1957 (1^{re} publ. 1944-5).